

TOUTES ET TOUS DANS LE MÊME BATEAU !? VRAIMENT ? L'ÉDUCATION POPULAIRE SOUS CONFINEMENT AVEC LE MOC BRUXELLES

Julien Tondeur (historien, CARHOP asbl)

C'est en découvrant sur les réseaux sociaux les témoignages présents sur les plateformes « Les Confins »¹ que l'idée de travailler sur l'action du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) de Bruxelles lors de la pandémie de la Covid-19 s'est imposée. Les vécus souvent crus, voire brutaux, rassemblés sur ces plateformes par les organisations et groupes constitutifs du MOC de Bruxelles, exposent la violence d'une crise sociale et sanitaire qui impacte le quotidien des plus précarisé.e.s. Ces témoignages nous amènent à nous questionner sur deux éléments principaux développés ici en parallèle. Si cette analyse s'attarde sur l'action du MOC de Bruxelles sous le confinement, elle tend également à explorer la question du creusement des inégalités sociales et économiques durant cette période inédite.

Afin de mettre en lumière la spécificité de l'action du MOC durant le confinement, il est avant tout nécessaire de s'arrêter un temps sur l'histoire et le passé de cette organisation. Lorsque l'historien.ne s'y penche de plus près, une question émerge rapidement : comment un mouvement, dont la force est issue du travail de terrain depuis maintenant presque 100 ans², s'adapte à une période qui le voit contraint d'être confiné entre quatre murs, de restreindre, voire de supprimer ses contacts directs avec ses publics ? Quel sens donner à son travail et comment s'organiser avec les personnes précarisées lorsque l'isolement s'impose, alors que l'éducation populaire sous-entend une action collective ? Depuis toujours, le MOC, mouvement social, acteur de changement, est « présent sur le terrain, dans les régions, les localités, partout où les hommes et les femmes s'investissent pour changer la société, pour la rendre plus juste, plus humaine, plus respectueuse

¹ « Les Confins » sont présents sur Twitter, Instagram et Facebook. Voir <https://www.facebook.com/lesconfins/> ; <https://twitter.com/LConfins> ; https://www.instagram.com/les_confins/, pages consultées le 5 mai 2020.

² Le MOC, fondé en 1945, succède à la Ligue nationale des travailleurs chrétiens, créée en 1921.

COVID-19 ET CONFINEMENT.
Regard de l'histoire
sur des mobilisations
actuelles

Revue n° 12,
Septembre 2020

MOTS - CLÉS

- Confinement
- Crise sociale
- Fracture numérique
- Inégalités

COMITÉ DE LECTURE

Anne-Lise Delvaux
Renée Dresse
Claudine Liénard
Amélie Roucloux
Camille Vanbersy

CONTACTS

Éditeur responsable :
François Welter

Coordinateur n° 12 :
Louise Di Senzo
louise.disenzo@carhop.be

Amélie Roucloux
amelie.roucloux@carhop.be

Support technique :
Neil Bouchat
neil.bouchat@carhop.be

Claudio Koch
claudio.koch@carhop.be

www.carhop.be

Tél : 067/48.58.61
02/514.15.30

d'autrui »³. Et c'est d'ailleurs là que se construit en partie l'identité du mouvement et que son impact est perceptible. Pour aborder cette nouvelle réalité de travail et de lutte ainsi que la question des inégalités qui l'accompagnent, Thomas Englert, secrétaire fédéral du MOC de Bruxelles et coordinateur du CIEP⁴, Bruxelles, a accepté de répondre à nos questions. Signe du temps, c'est via une application de téléconférence que cet entretien est réalisé.

ISOLEMENT, FRACTURE NUMÉRIQUE ET URGENCE SOCIALE

Le premier constat que le MOC tire de cette période est qu'elle « a terriblement renforcé les dynamiques qui isolent les gens dans notre société », compliquant ainsi le travail du mouvement. L'essence de notre mission, nous explique Thomas, « c'est tout le contraire. (...) C'est créer du collectif. C'est créer une compréhension partagée des réalités qu'on vit pour transformer la société. Et donc le confinement, en tout cas dans un premier temps, il a l'effet complètement inverse. C'est-à-dire qu'il crée un moment de peur. Physiquement, les gens s'enferment chez eux, ne sortent plus, on a peur les uns des autres. Donc, nous sommes dans une situation dans laquelle, en fait, notre travail devient impossible. Je pense que ça, c'est l'effet premier »⁵. À partir de ce constat, comme nous l'explique Thomas, le MOC se demande comment continuer « à faire ce que nous faisons, alors que le champ dans lequel on le fait d'habitude n'est pas disponible ? ».

Le MOC et ses organisations constitutives, notamment les Équipes populaires (EP), estiment qu'un élément primordial est de garder le contact le plus régulièrement possible avec ses publics, qui se retrouvent du jour au lendemain « à des degrés divers, exposés à l'isolement, à la perte de revenu, à la perte de contact qui a été très forte ». Les animateurs et animatrices appellent les militant.e.s de leur groupe au minimum une fois par semaine, afin d'éviter que la fracture numérique ne vienne renforcer la solitude et l'impression pour certain.e.s d'être coupé.e.s du monde extérieur. « Il y a vraiment des gens qui ont disparu des radars », nous explique Thomas. « Si on ne fait pas cette démarche d'appeler au moins une ou deux fois par semaine, ces gens-là, ils n'ont plus accès à rien. D'ailleurs, une partie du travail qu'on a fait, c'est simplement informer les gens des services sociaux qui étaient encore ouverts, de les mettre en contact avec la Croix-Rouge, etc. ».

Devant l'ampleur et l'urgence de la catastrophe sociale qui se déroule sous ses yeux, le MOC de Bruxelles prend rapidement d'autres initiatives et organise, par exemple, la distribution de colis alimentaires, ainsi qu'une caisse de solidarité. Le mouvement est malgré tout conscient que ce genre de services relève plutôt du ressort de l'aide sociale. De l'aveu de Thomas cependant, sur le moment, les équipes ne « voient pas vraiment quoi faire d'autre. Et on n'allait pas dire aux gens qui n'ont pas droit au chômage temporaire, etc., qu'on allait juste les laisser tomber ». Les Jeunes organisés

³ COENEN M.-Th., DHANIS T., LORIAUX F., NEUVILLE J., ROUSSEL L., *Le mouvement ouvrier chrétien 1921-1996, 75 ans de lutte*, Bruxelles, MOC, EVO-Histoire, 1996, p. 5.

⁴ Centre d'information et d'éducation populaire, service en charge des activités éducatives et culturelles du MOC.

⁵ CARHOP, fonds Carhop, projet Dynamiques n° 12, interview de Thomas Englert, par Julien Tondeur via l'application Zoom, 14 juillet 2020. Sauf mention contraire, toutes les citations proviennent de cette interview.

combatifs, anciennement Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)⁶, se mobilisent « pour organiser des groupes de quartier et de solidarité » et des équipes distribuent les colis alimentaires. C'est à l'occasion de ces contacts avec les publics que le MOC prend d'ailleurs la décision de lancer l'initiative « Les Confins » sur les réseaux sociaux et de rendre visible l'urgence de la situation sociale et économique vécue par les personnes précarisées.



Bandeau d'accueil de la page Facebook « Les Confins, résistance au quotidien ». URL : <https://www.facebook.com/lesconfins/>

« LES CONFINS »

L'enquête ouvrière 2.0

Comme Thomas nous l'explique, « Les Confins » s'attellent à porter sur la place publique, par le biais de témoignages, des réalités et des inégalités sociales et structurelles exacerbées sous confinement, récoltées par les organisations constitutives du MOC de Bruxelles et par les groupes d'actions qui en sont proches.⁷ Avec cette démarche, les équipes souhaitent « réactualiser l'enquête ouvrière, outil traditionnel du Mouvement ouvrier chrétien ». L'enquête sociale a, en effet, toujours fait partie des « méthodes d'éducation permanente prônées par le Mouvement ouvrier chrétien. Plus encore, elle en représente le fondement »⁸. Popularisée et systématisée par Joseph Cardijn⁹ et la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) à partir de 1925 la méthode permet de saisir la réalité sociale d'une époque et d'un lieu, d'en réaliser l'analyse de manière collective et d'en tirer les conclusions pour ensuite passer à l'action. Beaucoup de revendications du mouvement sont issues des enquêtes menées sur le terrain auprès des travailleurs et des travailleuses. C'est le fameux « Voir – Juger – Agir » de la JOC.¹⁰

⁶ Si l'acronyme reste identique, le changement de nom est acté en 2014 par l'organisation. Pour en savoir plus sur ce processus de changement, voir URL : <https://www.joc.be/pourquoi-et-comment-la-joc-change-de-nom/>, page consultée le 09 septembre 2020.

⁷ Les Équipes populaires (EP), Vie féminine (VF), la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), la Mutualité chrétienne (MC), les Jeunes organisés combatifs (JOC), la Ligue des travailleuses domestiques et le Comité des travailleurs sans papiers.

⁸ COENEN M.-Th., DELVAUX A.-L., « L'enquête sociale, un outil d'éducation populaire », *Le Chou de Bruxelles*, Mouvements. Clés pour l'action populaire, CIEP-MOC Bruxelles, n° 1, septembre 2020, p. 39.

⁹ Pour plus d'informations sur Joseph Cardijn, voir WYNANTS P. « Joseph Cardijn » dans *Site du maitron*. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article150749>, mis en ligne le 13 décembre 2013.

¹⁰ COENEN M.-Th., DELVAUX A.-L., *L'enquête sociale...* p. 35-39.

L'objectif est donc de rendre visibles les situations de précarité. Les témoignages repris dans « Les Confins » sont diamétralement opposés à ceux qui associent le confinement à un moment idéal pour se ressourcer, se recentrer et s'adonner à des activités d'intérieur que l'on n'aurait, éventuellement, pas eu le temps d'effectuer auparavant.¹¹ Non, dans « Les Confins », la réalité est toute autre, dure et glaçante. Comme ces sans-papiers qui, à l'image des populations ouvrières urbaines du 19^e siècle, habitent entassés les uns sur les autres, dans des squats sans eau courante, où les masques, le savon et l'hygiène élémentaire sont absents, où absolument tout manque. Sans revenus, car mis à la porte du jour au lendemain par leurs patrons, « sans moyens de payer le loyer, avec des propriétaires qui s'en foutent », les sans-papiers représentent un exemple extrême des personnes exclues.


J25⁺

Abel. *« Trouver les produits de première nécessité pour arriver à tenir le coup pendant le confinement devient la croix et la bannière ; les contrôles de police dans les rues n'arrangent rien ou n'encouragent pas les sans-papiers à sortir de leur confinement de peur de se faire contrôler par la police et d'être emmenés en centre fermé.*

Le contact avec l'extérieur devient difficile notamment, avec les familles restées dans nos pays d'origine parce que les moyens ne suivent pas pour s'acheter une carte de crédit téléphonique afin de pouvoir prendre de nouvelles. Ce sont là, de manière non exhaustive les difficultés auxquelles sont confrontées les sans-papiers en en temps de confinement.»

PART. 2

MARDI 07 AVRIL 2020



Les confins, résistance quotidien
Comité des travailleurs sans papiers - MOC Bruxelles

Témoignage d'Abel, sans-papiers, 7 avril 2020, « Les Confins ».

Mais il y en a d'autres comme des travailleuses domestiques, qui imaginent faire partie des familles pour lesquelles elles travaillent et parmi lesquelles elles vivent parfois depuis des années, pour qui « pendant le confinement, tout d'un coup, la réalité est revenue de façon très brutale ». Mises à la porte, elles se retrouvent sans revenus, « avec des familles au pays qui dépendent d'elles ». Des sans domicile fixe (SDF) harcelé.e.s par la police parce qu'ils/elles sont dans la rue. La ville déserte, faire la manche est inutile, il n'y a plus personne pour donner une pièce, donc plus aucune rentrée financière, aussi minime soit-elle. Les toilettes publiques sont fermées et il n'y a plus d'accès à l'eau potable. L'isolement est encore plus fort, plus accablant que d'habitude. Il y a aussi les mal-logé.e.s, explique Thomas, particulièrement des jeunes qui vivent dans des logements minuscules, délabrés et bruyants.

¹¹ Le site de la mutualité libre Partena s'adresse par exemple aux « entrepreneurs enthousiastes » en ces termes : « Et si le confinement était le moment idéal pour vous recentrer sur vous-même et sur votre entreprise ? Essayez de profiter de ce rythme de vie moins frénétique et de la présence permanente de votre partenaire ou de vos enfants. Retournez à l'essentiel, en toute simplicité ». JULIE (coach RH), « Confinement. Enfin du temps pour réfléchir ? », URL : <https://www.partena-professional.be/fr/nouvelles/confinement-enfin-du-temps-pour-reflechir>, page consultée le 09 septembre 2020.

Parce que ces jeunes se retrouvent dehors durant le confinement, ils/elles sont souvent criminalisé.e.s par les forces de l'ordre.

J11⁺


MARDI 24 MARS 2020

Edouardo. « Je dors habituellement dans un parc à Etterbeek, mais maintenant il est fermé, du coup j'ai bougé à Mérode. On m'a dit qu'y avait un hôtel où les sans-abris pouvaient aller mais je ne connais pas l'adresse. Tu pourras me la donner? »

(Je m'engage à chercher l'adresse et à lui retéléphoner...)

« Moralement, je suis dégoûté, y'a plus personne dans les rues. Pour me nourrir, je continue à recevoir les colis du CPAS donc de ce côté là, ça va. Pour l'eau? Je vais dans les stations de métro, aux bornes de pompiers. Y'a entre 30 et 60 personnes par station de métro! On peut facilement se choper le virus. C'est pour ça, c'est mieux à l'hôtel, je suis plus tranquille, et puis je peux faire mes papiers... »

NB : l'hôtel en question est complet. Je dois encore rappeler Edouardo pour le lui annoncer.



Les confins, résistance au quotidien
Equipes populaires - MOC Bruxelles

Témoignage d'Edouardo, SDF, 24 mars 2020, « Les Confins ».

J11⁺

MARDI 24 MARS 2020

Mariane. est arrivée il y a quatre ans à Bruxelles. Elle a toujours eu du travail. Jusqu' à la semaine dernière, « tout allait bien » disait-elle. Elle s'occupait d'un bébé pour un jeune couple qui a un restaurant dans un quartier chic : « They're very nice, they pay ok ».

Elle habitait jusqu'à mercredi dernier chez eux, du mercredi au dimanche. Le lundi et le mardi, elle rentrait chez elle. Mais voilà, le coronavirus a fait son entrée fulgurante et la situation a basculé du jour au lendemain. Ses patrons sont partis en Suisse pour le lockout sans rien lui laisser.

« Il ne me reste que 5 euros sur mon compte bancaire. J'ai tellement honte de demander de l'aide. J'étais si fière d'envoyer de l'argent à mes enfants, avec mon argent. J'ai honte. J'ai 5 euros sur mon compte en banque. Mes patrons sont partis en Suisse. Je ne sais pas comment je vais payer mon loyer, il est de 615 euros. Je suis seule, il me reste un paquet de pâtes... »



Les confins, résistance au quotidien
Ligue des travailleuses domestiques - MOC Bruxelles

Témoignage de Marianne, travailleuse domestique, 24 mars 2020, « Les Confins ».

Violences policières

Le confinement s'accompagne, selon Thomas, d'une augmentation de la violence policière que relaient « Les Confins ». Dans certaines communes, les forces de l'ordre ont vraiment « harcelé les gens qui sortaient ». À Anderlecht, le cas d'Adil, décédé lors d'une course poursuite avec la police car il n'avait pas respecté les règles de distance physique, est évidemment le plus dramatique.¹² Et les exemples abondent, « ce n'est pas le seul à avoir pris une amende, à avoir pris une claque, des insultes. Les JOC ont collectionné des vidéos, des photos, des témoignages... [de violences policières]¹³. Dans les Marolles, il y a un jeune qui a été tabassé [par la police] parce qu'il fumait une cigarette devant chez lui »¹⁴. Pour caricaturer un peu le trait, Thomas partage un slogan tagué sur les murs de son quartier qui illustre assez bien, selon lui, la primauté donnée par l'État au côté sécuritaire : « 50.000 amendes, 0 masques ! ». C'est-à-dire que le gouvernement, pendant le premier mois de confinement, a distribué

¹² La version de la police est, à présent, fortement remise en cause dans cette affaire, qui est actuellement en attente d'une décision de justice et d'une vérité judiciaire. Voir notamment MERTENS B., « Décès d'Adil à Anderlecht : une enquête journalistique met la police en cause », *Moustique*, mis en ligne le 20 avril 2020. URL : <https://www.moustique.be/25957/deces-d-adil-anderlecht-une-enquete-journalistique-met-la-police-en-cause>, page consultée le 5 mai 2020.

¹³ Pour en savoir plus sur cette démarche des JOC, voir JOC, « Filmons la police ! #CkhemTaPolice », dans *JOC.be*, mis en ligne le 6 juin 2020. URL : <https://www.joc.be/filmons-la-police-ckhemtapolice/>, page consultée le 8 septembre 2020 ; JOC, « Adil ou le refus de la mort sociale. Campagne Stop Répression ». URL : <https://fr-fr.facebook.com/StopRepression/>, page consultée le 8 septembre 2020.

¹⁴ RENSONNET J., « Une quinzaine de combis pour «un jeune qui fume sa clope» : « où est la proportionnalité ? » », *L'Avenir.net*, mis en ligne le 21 avril 2020. URL : <https://www.lavenir.net/cnt/une-quinzaine-de-combis-pour-un-jeune-qui-fume-sa-clope-ou-est-la-proportionnalite>, page consultée le 10 septembre 2020.

50.000 amendes et, la saga est maintenant de notoriété publique, aucun masque.¹⁵ Il ne généralise cependant pas et nous fait remarquer que, dans d'autres communes, au contraire, selon leurs sources, l'instruction donnée à la police avait été « de tenir compte du fait que, dans certains quartiers, être dehors est la seule chose qu'on peut faire quand on est enfermé. Sinon on devient fou ».

DE QUOI LA CRISE DU COVID-19 EST-ELLE LE NOM ?

Toutes et tous dans le même bateau ?



Capture d'écran de la vidéo diffusée par la famille royale, RTL.be. URL : <https://www.rtl.be/info/belgique/famille-royale/coronavirus-en-belgique> , mis en ligne le 05 avril 2020.

Dès les premiers jours du confinement, des discours fleurissent dans les médias sur le caractère collectif de la crise et de ses conséquences, symbolisé par le slogan « Courage, *Samen sterk* » de la famille royale¹⁶. Pourtant, si c'est un fait que le confinement et la pandémie concernent les trois quarts de la planète, il est erroné d'affirmer que les conséquences qui en découlent sont réparties équitablement. Pour le MOC, il est certain que « celui qui habite une maison quatre façades dans la périphérie de Bruxelles et celui qui habite une tour sur la périphérie extérieure d'Anderlecht ne sont pas dans la même réalité ».

Le mouvement souhaite grâce aux témoignages récoltés « casser cette idée «qu'on est tous dans le même bateau», parce que ça nous a semblé important dans la gestion de la crise et dans la gestion de l'après. On n'est pas toutes et tous dans le même bateau. On ne vit pas le même confinement et on n'est d'ailleurs pas tous exposés de la même façon à la maladie. Bien sûr, la maladie infecte les gens indépendamment de leur statut social.¹⁷ Mais, quand on est les uns sur les autres dans une tour, quand on doit prendre les transports en commun pour aller travailler, quand on vit dans un squat parce qu'on est sans-papier, on est évidemment beaucoup plus



Rapidement, l'initiative de la famille Royale est détournée sur les réseaux sociaux, comme ici, où le slogan « Courage. *Samen Sterk* » a été remplacé par « Bonne merde dans vos 20m² », avril 2020.

¹⁵ BELGA, « Coronavirus : 72.00 procès-verbaux déjà dressés pour des infractions aux mesures du CNS », dans RTBF.be, mis en ligne le 11 mai 2020. URL : https://www.rtbef.be/info/belgique/detail_coronavirus-72-000-proces-verbaux-deja-dresses-pour-des-infractions-aux-mesures-du-cns?, page consultée le 9 septembre 2020.

¹⁶ LABAR P., « Coronavirus : le message original de la famille royale », *Le Soir.be*, mis en ligne le 5 avril 2020. URL : <https://www.lesoir.be/article/2020-04-05/coronavirus-le-message-original-de-la-famille-royale>, page consultée le 8 septembre 2020.

¹⁷ Le prince Charles d'Angleterre, le Premier ministre du Royaume-Uni Boris Johnson, l'acteur américain Tom Hanks ont notamment contracté le coronavirus.

exposé à la maladie que quand on peut s'isoler, télétravailler, faire livrer ses courses, etc. C'est un peu en opposition à l'image véhiculée par la famille royale « au milieu de son parc, qui nous souhaite bon courage », ajoute Thomas.



Un autre détournement du même style, avril 2020.

Creusement des inégalités

En réalité, non seulement nous ne sommes pas toutes et tous dans le même bateau, mais rapidement le MOC constate que les inégalités se sont approfondies lors du confinement. Par exemple, de nouvelles couches de la population apparaissent dans les publics, comme ces travailleurs et travailleuses qui se retrouvent massivement au chômage temporaire du jour au lendemain. « Ça veut dire que tout d'un coup, tu touches 70 % de tes revenus. » Des personnes de la classe moyenne inférieure se demandent comment elles vont faire pour payer le loyer, notamment avec des enfants qui restent à la maison. « Il y a des gens qui se sont trouvés dans des situations où les enfants ne pouvaient plus aller à l'école ou à la garderie, mais à qui, tout d'un coup, on disait de revenir travailler. C'était venir travailler ou la porte. »

J38⁺

Anonyme.

« Je suis ouvrier d'industrie. Depuis le début du confinement et jusqu'à la semaine dernière, je suis allé travailler. N'ayant aucune solution sûre pour garder ma fille âgée de quelques mois à peine, j'ai demandé à être mis en chômage temporaire afin de m'occuper d'elle pour une durée indéterminée. Le jour même, je reçois un appel de mon supérieur, me demandant de revenir travailler dès lundi. Je lui dis qu'il m'est toujours impossible de faire garder ma fille de manière sûre pour l'instant. Il me répond – pas content – que tout le personnel se débrouille pour pouvoir venir travailler ; et il me laisse sous-entendre qu'il pourrais y avoir des sanctions. Comment trouver une solution pour pouvoir m'occuper de ma fille sans être sanctionné ? »

LUNDI 20 AVRIL 2020

Les confins, résistance quotidien
ACV-CSC - MOC Bruxelles

Témoignage anonyme d'un ouvrier d'industrie, 20 avril 2020, « Les Confins ».

Selon Thomas, le confinement a surtout exacerbé, et parfois accéléré très fort, des éléments que les équipes constataient déjà auparavant. La fracture numérique, par exemple : « On voyait que ça commençait à être important, mais c'était quelque chose qui venait lentement. Et tout d'un coup, c'est devenu central, car les gens et les organisations ont massivement déplacé leurs activités en ligne. Donc on a fait un bond en avant là-dedans... », au détriment des milieux populaires donc. Concernant l'habitat, le constat est similaire : « Que les gens soient coincés dans des logements trop petits, insalubres, etc., et que ça ait des conséquences dans leur vie, tout cela n'est pas neuf. Ce que le confinement a fait, c'est que ça a accéléré et empiré la situation ». La différence de traitement entre les quartiers de Bruxelles par la police représente un autre exemple de ce creusement des inégalités, selon les équipes du MOC, « entre le sud de la ville, avec des gens qui s'agglutinent dehors, qui dansent avec les policiers, et le croissant pauvre¹⁸... (...) et on pense à Adil qui est le cas extrême »¹⁹. Avec une police qui, d'un côté, réprime et verbalise et, de l'autre, dialogue, les inégalités sont inscrites dans les rapports sociaux à l'autorité. Des jeunes et les SDF « racontent la même chose. On les harcelait parce qu'ils étaient dans la rue, et ils disaient : « Mais vous voulez que j'aille où ? » ». Pour le MOC, ces événements démontrent que la population bruxelloise est traitée différemment par la police selon ses origines ethniques, sociales, économiques, selon la nationalité, la couleur de peau, le genre ou les convictions philosophiques ou religieuses, « mais ça non plus, ce n'est pas quelque chose de nouveau ».

De l'avis de Thomas, l'exemple sans doute le plus emblématique de ce creusement des inégalités est le signal d'alarme sur les soins de santé. « Les soignants disent depuis des années qu'on a démantelé

J21⁺

Wojciech. travaille en maison de repos.

« Le personnel des maisons de repos est clairement considéré comme personnel de seconde zone. Insuffisance de tabliers, masques, protections, pas de primes de risques, pas de tests COVID-19. On ne sait même pas qui est malade, on nage constamment dans l'inconnu. Tout le personnel en première ligne devrait bénéficier des mêmes mesures, et pas que les hôpitaux... »

On se retrouve à fabriquer nous-mêmes des masques en tissu. La direction nous culpabilise : "C'est votre vocation, vous devez en assumer les conséquences." Mais où en est-on ?! Il nous faut du matériel de protection ! Demande-t-on à un pompier d'aller éteindre un feu en sous-vêtements et muni d'un simple seau d'eau ? Si nous imposons un arrêt de travail pour protester, nous prenons les patients en otage. Il faut bien s'occuper d'eux. » PART.1

Les confins, résistance quotidien
ACV-CSC - MOC Bruxelles

VENDREDI 03 AVRIL 2020

Témoignage de Wojciech, employé dans une maison de repos, 3 avril 2020, « Les Confins ».

le système de santé publique, qu'il n'est pas en état de répondre à ce qu'on lui demande. Là, on lui demande de répondre à une urgence de santé publique, donc quelque chose qui n'est pas prévisible, mais qui est quand même une des raisons pour lesquelles on a un système de santé publique. Et ça a révélé, ce n'est pas ça, ils [les soignant.e.s] l'ont fait, mais ça a révélé de façon dramatique ce qu'on leur a fait subir depuis vingt ans ». Finalement, notre interlocuteur considère « le confinement comme le révélateur des tensions sociales, des antagonismes de notre temps. La question, c'est comment on le lit ? Mais ça a généré, je pense, très peu de situations vraiment nouvelles. Ça a plutôt révélé au grand jour des fractures ».

¹⁸ L'expression « croissant pauvre » fait référence aux communes qui s'articulent de manière plus ou moins proche le long du canal qui traverse Bruxelles, et qui sont les anciennes zones industrielles de la capitale : Bruxelles-ville, Anderlecht, Molenbeek, le bas de Forest et de Saint-Gilles, Schaerbeek, Saint-Josse et Koekelberg.

¹⁹ « Woluwe-Saint-Lambert : une vidéo d'habitants qui dansent avec des policiers interpelle », *La Libre.be*, mis en ligne le 12 avril 2020. URL : <https://www.lalibre.be/regions/bruxelles/woluwe-saint-lambert-une-video-d-habitants-qui-dansent-avec-des-policiers-interpellent-5e9302819978e2284162a4a3>, page consultée le 9 septembre 2020. Dans le même ordre d'idées, des centaines de jeunes faisant la fête place Flagey sont dispersés de manière pacifique par la police en juin 2020 : « Ixelles : un rassemblement de centaines de fêtards pousse la police à intervenir », *Le Soir.be*, mis en ligne le 21 juin 2020. URL : <https://www.lesoir.be/2020-06-21/ixelles-un-rassemblement-de-centaines-de-fetards-pousse-la-police-intervenir>, page consultée le 9 septembre 2020.

Éducation populaire numérique ?

La pandémie et ses conséquences obligent l'organisation à repenser la façon dont elle peut utiliser l'outil numérique. Distanciation physique oblige, la plupart des actions sont menées et organisées en ligne, « avec des bouts de conversation Skype, des groupes WhatsApp ». Lorsque internet ne suffit plus, on recourt au téléphone. Quelques conférences sont organisées en live sur Facebook. Il apparaît donc que le MOC de Bruxelles continue ses actions, même s'il est nécessaire, pour cela, de changer ses manières de fonctionner. On peut pourtant s'interroger : réaliser de l'éducation populaire à distance, est-t-il réellement possible, quand une partie significative de son public se situe du mauvais côté de la fracture numérique ?

Sur ce point, Thomas est catégorique, le virtuel, « c'est quand même fort en contradiction avec la manière dont on travaille. L'éducation populaire sous-entend un travail collectif », or pendant le confinement, le MOC se voit, en quelque sorte, contraint de prendre « plus de décisions de façon autonome, puisque c'était plus difficile de permettre aux gens de participer à la prise de décisions et de mener la barque eux-mêmes ». Impossible de travailler comme le fait le mouvement habituellement, c'est-à-dire en réunissant des personnes dans une salle pour discuter de la manière dont le groupe « va répondre aux problèmes collectifs ». Le constat en interne est que l'organisation a fait ce qu'il a pu et avec les moyens du bord, « mais un groupe WhatsApp, ce n'est pas un groupe dans lequel on fait de l'éducation populaire ». Il est important de garder à l'esprit « que c'était pour répondre à une urgence et à une situation ».

Conditions de travail en berne

Enfin, faire de l'éducation populaire pendant la pandémie, c'est aussi dresser le constat que les conditions de travail des équipes se dégradent. Thomas souligne qu'elles « se sont retrouvées dans des situations très difficiles, puisqu'elles travaillent avec des publics extrêmement précaires ». La pression sur les publics du MOC augmentant, ils doivent faire face à des difficultés économiques et sociales inédites, la demande envers les travailleuses et les travailleurs suit la même courbe, « alors qu'on n'avait pas les outils pour y répondre », ajoute Thomas.

L'organisation n'échappe pas non plus aux réflexions et questionnements liés au lieu de travail, qui traversent l'ensemble de la société. « Travailler de la maison », fait remarquer Thomas, « ça a du bon. Il y a toute une série de gens à qui ça n'a pas déplu ». Cependant, force est de constater que la frontière entre vie privée et travail est alors mise à mal, frontière qui « existe déjà peu quand on fait le travail que nous faisons ». À la fin du semestre, les animateurs sont « vraiment sur les genoux. Et je pense qu'en partie, c'est dû à ce côté où il n'y avait plus de limites. Parce qu'on était dans l'urgence totale, parce qu'on était tout le temps au travail et à la maison en même temps. Donc, je pense que ça n'a pas été facile pour beaucoup d'entre eux ».

ACTIONS ET REVENDICATIONS !

Et l'État dans tout ça ?

Si l'action de l'État fédéral a parfois été jugée chaotique, notamment en ce qui concerne la livraison du matériel médical d'urgence au personnel des soins de santé, la Région de Bruxelles-Capitale a, de son côté, rapidement pris des mesures sociales fortes, qui paraissaient pourtant impensables encore six mois auparavant. Le MOC relève ainsi que des revendications, qu'il porte parfois depuis de nombreuses années, sont acceptées du jour au lendemain suite à l'apparition de la Covid-19. Par exemple, depuis la mi-mars, les décisions judiciaires et administratives ordonnant une expulsion de domicile sont suspendues par le gouvernement bruxellois²⁰. Sans être exhaustif, on peut citer également l'interdiction temporaire des coupures de gaz et d'électricité, la suspension des coupures d'eau, la remise en route des fontaines publiques, la possibilité de report du crédit hypothécaire, etc.²¹ Pour notre interlocuteur, si, pendant des années, les pouvoirs publics ont refusé ces mesures, « là, on a trouvé des alternatives, on a trouvé des moyens de mettre en place des choses importantes, y compris des augmentations du chômage temporaire, etc. ». La conclusion qu'il faut en tirer est que, pour Thomas, l'acronyme TINA²² est maintenant mis à mal. Si ces mesures ne sont pas suffisantes aux yeux du mouvement, elles démontrent cependant qu'il est possible « de réorganiser des choses à partir des besoins des gens, plutôt que de le faire uniquement à partir de la rentabilité économique ».

Sans papiers : les grand.e.s oublié.e.s

Souhaitant surfer sur la vague des diverses mesures sociales promulguées par la Région de Bruxelles-Capitale, le MOC espère, un moment, obtenir une régularisation d'urgence des sans-papiers, mais ce n'est finalement pas le cas. Les sans-papiers représentent pourtant un public extrêmement fragilisé par les conséquences de la Covid-19. Tout autre champ d'action leur étant fermé, ils reprennent d'ailleurs l'action collective au plus fort du confinement, afin de réclamer une régularisation, qui seule leur permettrait de sortir de l'extrême précarité dans laquelle ils/elles se trouvent.²³

La position du MOC, établie antérieurement au confinement, est, à leur propos, sans équivoque : il est nécessaire de soutenir une régularisation basée sur des critères clairs et permanents, accompagnée d'une commission indépendante pour déterminer quels seront ces critères et comment ils seront appliqués. Aux yeux du MOC, ce qui change avec la Covid-19, c'est l'argument sanitaire global, car,

²⁰ BELGA, « Coronavirus : le moratoire sur les expulsions domiciliaires est prolongé jusqu'au 30 juin à Bruxelles », dans *RTBF.be*, mis en ligne le 30 avril 2020. URL : <https://www.rtbf.be/info/coronavirus-le-moratoire-sur-les-expulsions-domiciliaires-est-prolonge-jusqu-au-30-juin-a-bruxelles>, page consultée le 9 septembre 2020. Après plusieurs prolongations, cette mesure a pris fin le 31 août 2020, faisant craindre, aux associations de défense des locataires une vague d'expulsions, car les dossiers se sont accumulés durant les derniers mois.

²¹ Pour en savoir plus, voir : Mesures sociales liées au Covid-19. Guide pratique, Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles, Centre d'appui SocialEnergie de la Fédération des services sociaux, Bruxelles, 23 avril 2020. URL : <https://www.socialenergie.be/wp-content/uploads/Mesures-Sociales-liees-au-COVID-19.pdf>, page consultée le 10 septembre 2020.

²² TINA est l'acronyme de *There Is No Alternative*, (Il n'y a pas d'alternative), slogan couramment attribué à Margaret Thatcher, Première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, signifiant que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires, bénéfiques et qu'il n'y a pas d'autres issues possibles pour les peuples et les États.

²³ BOULET B., « Coronavirus : sans-papiers, sans revenus et sans aides sociales », *RTBF*, 20 avril 2020, <https://www.rtbf.be/info/coronavirus-sans-papiers-sans-revenus-et-sans-aides-sociales>, site consulté le 08 septembre 2020.

nous précise Thomas, « l'épidémie met en avant que la santé, comme beaucoup d'autres choses par ailleurs, est collective : soit nous avons tous accès à la santé, soit nous allons tous retomber malades. Sur (base de) cet argument-là, beaucoup de pays ont par ailleurs régularisé, sur des modes différents, des sans-papiers ».



Manifestation pour la régularisation des sans-papiers, Place du Luxembourg, 20 juin 2020.

En Italie par exemple, l'obtention d'un permis de séjour temporaire leur est facilitée. Au Portugal, toutes les demandes introduites avant l'entrée en vigueur de l'état d'urgence sont acceptées et tous les permis de séjour arrivés à échéance sont renouvelés automatiquement. L'Espagne leur accorde un minimum de droits pour qu'ils/elles accèdent à un logement, à des soins et aux tests. En Belgique, nous signale Thomas, la loi du 15 décembre 1980 concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, « avec toutes ses limites, permet notamment la régularisation pour des raisons exceptionnelles ». En vertu de cette loi, le MOC soutient l'obtention d'un permis de séjour pour les sans-papiers. Non seulement « pour pallier à l'épidémie, mais aussi parce que, pour nous, ça ouvre la porte à montrer que ces gens sont là. Qu'ils contribuent, font partie de la société et que notre prospérité collective, notre santé collective, elle dépend (aussi) de l'intégration des sans-papiers ». Il y a, selon le mouvement, une nécessité à se saisir de cette situation terrible afin de donner une existence juridique et légale aux sans-papiers. Cette régularisation leur permettrait de contribuer légalement à la société, ce qu'ils et elles font déjà en « souterrain » et de ne pas être utilisés par des sociétés ou des patrons sans scrupules afin d'être mis en concurrence avec les travailleuses et travailleurs belges.

Les précaires résistent

Si le MOC Bruxelles lance les plateformes « Les Confins » lors de la pandémie, la démarche s'inscrit dans la continuité de ce qu'il tente de réaliser depuis la fin de l'année 2019, lorsqu'il décide de recentrer son action sur « la précarisation de toute une série de publics, du travail mais aussi de la vie ». En effet, cette précarisation induit des transformations dans le fonctionnement des organisations du mouvement et leurs relations avec leurs publics. Selon Thomas, c'est d'ailleurs une des raisons qui expliquent ce qu'on appelle parfois « la crise de la militance ». La précarisation de la vie sociale et économique provoque l'instabilité de la capacité des gens à s'engager et donc la difficulté de constituer des groupes stables de militant.e.s. « Ça devient plus difficile de construire nos organisations comme on a eu l'habitude de le faire sur les 20 dernières années. (...) Les gens viennent, mais une fois de temps en temps, ou ils viennent et puis ne viennent plus, etc. ». Les conditions d'existence des militant.e.s, le manque de temps, l'investissement dans la vie professionnelle contribuent à éloigner du militantisme, selon John Cultiaux et Patricia Vendramin, sans pour autant que cela ne signifie une rupture idéologique entre les individus et les organisations.²⁴

Avec la mise sur pied des « Confins », il y a donc la volonté de démontrer que « ce n'est pas parce que les gens sont précaires qu'ils ne s'organisent plus, qu'il n'y a plus de solidarité collective ». Il s'agit aussi de remettre au centre de l'attention les luttes collectives initiées par les personnes précarisées, à charge pour le MOC de tenter de « comprendre où elles sont et comment elles se construisent, en retournant au contact de gens, en allant voir comment ils s'organisent, comment ils résistent, comment ils construisent des choses ». Un des éléments qui ressort de l'analyse du confinement réalisée par le MOC, « c'est que les gens se sont organisés entre eux pour pallier aux déficiences de l'État. Les gens ont organisé des colis alimentaires, ont fait des masques. Les sans-papiers, particulièrement les travailleuses domestiques, ont cousu des centaines de masques. Pour des prunes. Et elles les ont distribués, donc elles ont participé à la solidarité collective ».

EN GUISE DE CONCLUSION : PAS DE RETOUR À L'ANORMAL

Aux yeux du mouvement, les avancées sociales obtenues lors du confinement, bien que temporaires et d'urgence, doivent aujourd'hui être maintenues, du moins dans l'attente de solutions plus structurelles, indépendamment des circonstances liées à la crise sanitaire. Les pauvres, les travailleurs et travailleuses ont été le plus exposés à la crise et aux limites de l'action publique. Or, la crainte de Thomas et du MOC de Bruxelles est d'entendre maintenant « qu'on est tous dans le même bateau pour faire un effort pour pallier à la crise sociale et économique ». Hors de question pour le mouvement qui estime que « les pauvres ont déjà payé, deux fois probablement. Donc, il faut faire porter la charge aux épaules les plus fortes. Et ne pas recommencer comme en 2008, avec le fameux discours de Sarkozy²⁵, dans lequel il a dit «on va moraliser le capitalisme». Et puis, on s'est tapé dix ans d'austérité, de démantèlement des services publics et de précarisation du travail et de la vie ». Pour Thomas, il est par ailleurs certain que les conséquences de 2008 se font ressentir aujourd'hui.

²⁴ CULTIAUX J., VENDRAMIN P., *Militer au quotidien. Regards prospectifs sur le travail syndical de terrain*, Louvain-la-Neuve, UCL-Presses universitaires de Louvain, 2011, p. 37.

²⁵ Nicolas Sarkozy, président de la République française de 2007 à 2012.

Alors en guise de conclusion, Thomas me glisse que « Les Confins » ne vont pas rester uniquement des témoignages. Ce moment était important, mais il est passé. Le but est, maintenant, « d'utiliser l'enquête ouvrière, d'utiliser ce qu'on a accumulé pendant « Les Confins » et de continuer ce travail, mais de l'orienter vers l'action. Car il y a une colère, forte et justifiée ». En replaçant le triptyque « Voir-Juger-Agir », fondement de l'action ouvrière chrétienne, comme pièce centrale de ses combats, le MOC souhaite se rapprocher des luttes des précaires et en faire le cœur de son mouvement. Fort de cette conviction, il est prêt à se lancer dans la bataille politique et idéologique qui se joue depuis le confinement sur la façon dont ce dernier sera interprété pour le monde d'après. Aujourd'hui, nous explique Thomas, certaines initiatives politiques proposées ont l'objectif d'utiliser le prétexte du covid-19 afin d'« accélérer ce qui se faisait avant, plutôt que de l'arrêter ». C'est pourquoi plus de 150 organisations, associations et groupes de Wallonie et de Bruxelles, ont lancé, avant l'été, la coalition baptisée « Faire Front » asbl²⁶. Rassemblés autour de l'idée qu'il est urgent de changer de cap au niveau socioéconomique et politique, afin de ne pas revenir à une situation qu'elles jugent « anormale », ces organisations souhaitent créer des moyens budgétaires massifs et les utiliser pour le bien commun.



Affiche du collectif « La santé en lutte », dont les JOC font partie du comité organisateur, annonçant la manifestation du 13 septembre 2020 à Bruxelles. Le collectif demande une revalorisation des soins de santé et de la sécurité sociale.

« Faire Front » et le MOC préconisent d'augmenter les taxes sur les grandes fortunes, le monde de la finance et les multinationales, afin de renforcer et d'élargir la protection sociale, les services publics et non marchands – enseignement, santé, économie sociale et solidaire, logement social, action associative et culturelle – ainsi que d'investir d'urgence dans la transition écologique, car le retour à « l'anormal », le Mouvement ouvrier chrétien n'en veut pas.

²⁶ Outre le MOC, sont notamment membres de « Faire Front » : la CSC wallonne, la FGTB wallonne, le PAC, la Ligue des droits humains, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, ATD, le Collectif-e-f 8 mars, Solidaris, Attac, le CNCD, Youth 4 Climate, Extinction Rebellion, etc. Ce mouvement a été lancé suite à la carte blanche « Gérer l'urgence... puis réinventer l'avenir », parue dans *Le Soir* du 1^{er} avril 2020, URL : <http://www.econospheres.be/Gerer-l-urgence-puis-reinventer-l-avenir>, page consultée le 8 septembre 2020.

POUR CITER CET ARTICLE

TONDEUR J., « Toutes et tous dans le même bateau !? Vraiment ? L'éducation populaire sous confinement avec le MOC Bruxelles », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 12, septembre 2020, mis en ligne le 15 octobre 2020.

URL : <https://www.carhop.be/>